

Réunion de mise en œuvre de la dimension humaine de l'OSCE 2015
Déclaration préliminaire de la Délégation du Canada, prononcée par l'ambassadrice Isabelle Poupart,
représentante permanente du Canada auprès de l'OSCE
Le lundi 21 septembre 2015

Merci monsieur le Président, et merci à ODIHR d'avoir préparé une autre excellente réunion "HDIM".

Lors de notre dernière réunion, en septembre 2014, l'annexion illégale de la République autonome de Crimée par la Russie et son soutien aux groupes armés illégaux dans l'est de l'Ukraine ont tenu une place prédominante dans nos discussions. Il en sera de même cette année alors que nous continuons d'entendre parler des conséquences tragiques que la décision d'un État participant a provoquées en méprisant les principes mêmes sur lesquels repose cette organisation.

Au cours de l'année dernière, des rapports émanant d'organisations internationales réputées, telles que les Nations Unies et le Conseil de l'Europe, ou encore les propres institutions de l'OSCE ont souligné l'énorme coût humain de l'agression continue de la Russie, en particulier pour ceux qui se retrouvent pris dans ce conflit insensé, pour le nombre incalculable de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays qu'il a provoqué, et pour ceux qui résistent ou appartiennent tout simplement aux minorités nationales, comme les Tatars de Crimée.

Le Canada a aidé et continuera d'appuyer la population ukrainienne à tenter de se bâtir un avenir démocratique et uni. Nous saluons le travail courageux de la Mission de surveillance spéciale de l'OSCE en Ukraine, qui a contribué à la paix et à la stabilité, ainsi que les efforts inlassables de toutes les institutions de l'OSCE visant à soutenir, entre autres choses, la tenue d'élections libres et justes, l'indépendance des médias et l'établissement d'un dialogue national.

Monsieur le Président, chers collègues et représentants de la société civile,

Le Canada considère que la démocratie, les droits de la personne, les libertés fondamentales et la primauté du droit sont les points d'ancrage dont nous devons tous nous inspirer pour pouvoir surmonter les défis que l'OSCE doit relever dans la région.

Que ce soit pour lutter contre une agression militaire, combattre le terrorisme, le crime et la corruption ou pour chercher à protéger de toute violence et de toute discrimination les groupes les plus vulnérables dans nos sociétés, nous ne pourrons atteindre nos objectifs que si nous respectons les engagements pris dans le cadre de l'OSCE fondés sur des valeurs universelles et la dignité humaine pour toutes et pour tous.

Le Canada attend avec intérêt la discussion consacrée cette année à la liberté d'expression et à la liberté des médias, ainsi que le débat spécial sur les moyens permettant d'assurer que les droits et libertés sont protégés aussi bien en ligne que hors ligne. Toute tentative, de la part de certains États participants, visant à appliquer de vieilles méthodes en utilisant de nouvelles technologies pour consolider leur pouvoir et réprimer toute dissidence doit être dénoncée catégoriquement.

Alors que nous nous efforçons de mieux mettre en œuvre les engagements relatifs à la dimension humaine de l'OSCE, tous les intervenants doivent pouvoir se faire entendre.

Nous avons besoin d'entendre les femmes et les hommes promouvoir, ensemble, l'égalité des chances et la participation aux activités politiques, économiques et sociales; dénoncer, ensemble, la violence faite aux femmes et aux filles sous toutes ses formes, y compris la violence familiale, la violence sexuelle dans les situations de conflit et les mariages d'enfants, précoces et forcés.

Nous avons besoin d'entendre les voix de tous les groupes confessionnels défendre le droit à la liberté de conscience et de religion; à savoir la liberté de professer leur foi tant en privé qu'en public; le droit de pratiquer leur foi en paix et en sécurité; la liberté de s'engager dans des activités missionnaires; la liberté de renier leur foi; et la liberté de n'avoir aucune croyance religieuse.

Nous avons besoin d'entendre les voix de tous ceux qui croient en la dignité afin qu'ils dénoncent la violence et la discrimination à l'encontre des minorités visées, et notamment des membres de la communauté des LGBT, alors que certains États refusent d'examiner ou, pire, créent les conditions à même de provoquer la haine et la violence à l'encontre des minorités.

Nous avons besoin d'entendre les voix des organisations de la société civile libres, dynamiques et susceptibles de travailler dans un cadre sécuritaire et stimulant, dépourvu de tout obstacle et de toute insécurité.

Nous avons aussi besoin d'entendre les voix de tous les citoyens lorsqu'ils se présentent aux urnes pour élire démocratiquement leurs représentants, et ce, dans un environnement électoral qui doit être libre, juste et concurrentiel. C'est dans cet esprit que nous surveillerons très étroitement l'évolution des événements liés aux élections présidentielles du 10 octobre prochain, au Bélarus.

Monsieur le Président,

La Réunion sur la mise en œuvre de la dimension humaine de l'OSCE offre aux représentants de la société civile établis dans les régions relevant de l'OSCE une occasion unique de nouer le dialogue avec des États participants et de se faire entendre face à l'intensification des mesures de répression et des représailles que certains États participants adoptent à l'encontre des militants, des défenseurs des

droits de la personne et des journalistes cherchant à tenir leurs propres gouvernements responsables ou à promouvoir le pluralisme.

Nous nous réjouissons à la perspective d'entendre les membres de la société civile s'exprimer au cours des deux prochaines semaines. Entretemps, laissez-moi vous assurer que nous avons "entendu" votre manifestation silencieuse ce matin.

Lorsqu'il s'agit d'améliorer la mise en œuvre des engagements de l'OSCE, les représentants des États participants et de la société civile comptent tous d'importants alliés dans cette salle, tels que le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, la Représentante pour la liberté des médias et la Haute-Commissaire pour les minorités nationales.

Le Canada tient à profiter de l'occasion pour leur exprimer toute son appréciation pour le mandat dont ils s'acquittent et pour les efforts qu'ils déploient afin de faire avancer la démocratie, les droits de la personne, les libertés fondamentales et la primauté du droit dans toutes les régions relevant de l'OSCE et ailleurs.

Merci.